

En l'absence d'une prise en charge de l'Etat

Des malades mentaux livrés à eux-mêmes

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3800 - Dimanche 21 février 2016 - Prix : 10 DA

Grippe saisonnière

7 cas de décès dans trois wilayas

Page 24

Il tacle l'opposition et tente l'apaisement avec le FLN

Ouyahia en campagne pour le poste de SG du RND

Page 3

La guerre américaine

Par Mohamed Habili

Le raid chirurgical américain sur Sebrata en Libye non loin de la frontière avec la Tunisie pourrait bien être le premier d'une série d'attaques dirigées contre les chefs de Daech en Libye, dont le Pentagone s'est fait une spécialité sur plusieurs terrains d'opérations. Il s'est soldé par une quarantaine de morts dans les rangs de Daech en Libye, dont on estime à 6 000 le nombre de combattants, loin derrière ce que la même organisation aligne en Irak et en Syrie, mais qui peut-être est suffisant pour mettre en grande difficulté des adversaires libyens d'autant plus affaiblis qu'ils sont divisés. Mais davantage que sur une installation militaire, en l'occurrence un camp d'entraînement, qu'il semble avoir complètement détruit, c'est sur une personne particulière, Noureddine Chouchane, qu'il a porté. On a l'impression que si l'attaque avait pu isoler ce terroriste, responsable notamment des attentats sanglants de Tunisie, de façon à ce qu'il soit seul à être atteint par les tirs, c'est le choix qu'auraient fait les stratèges américains. D'une certaine façon la quarantaine de terroristes pulvérisés en même tant que lui ont été des victimes collatérales. Ils se sont trouvés au mauvais endroit au mauvais moment. C'est parce qu'il n'a pas été possible à l'attaque de porter dans le mille qu'ils ont connu le même sort funeste que leur chef. Qu'un tueur de cet acabit trouve sa juste rétribution, qui trouverait à y redire ? Personne. Mais on peut douter que ce soit avec ce genre d'attaques au millimètre près, qui font la fierté de leurs auteurs, qu'on en finira avec Daech en Libye. *Suite en page 3*

Fruits et légumes

Hausse générale des prix



La hausse est toujours là. Les prix des fruits et légumes ont pris des ailes. Ce qui déplaît aux petites bourses qui n'arrivent pas à se permettre quelques aliments «trop chers». C'est du moins ce que nous avons constaté, lors d'une virée dans quelques marchés de la capitale. *Page 2*

Commerce extérieur-bilan

Un déficit de plus de 1,8 milliard de dollars en janvier

Page 5

Constantine, capitale de la culture arabe

Les chants bédouins et l'art des planches émerveillent le public

Page 13

Fruits et légumes

Hausse générale des prix

■ La hausse est toujours là. Les prix des fruits et légumes ont pris des ailes. Ce qui déplaît aux petites bourses qui n'arrivent pas à se permettre quelques aliments «trop chers». C'est du moins ce que nous avons constaté, lors d'une virée dans quelques marchés de la capitale.

Par Thinihène Khouchi

La flambée des prix des produits alimentaires persiste. Un rituel avant chaque fête religieuse mais depuis un moment ce rituel est présent tout au long de l'année. En effet, une virée dans quelques marchés d'Alger nous fait constater cette hausse des prix des fruits et légumes. Au



Anniversaire de la fondation du Front du changement Menasra plaide pour "un nouveau modèle" de gouvernance

LE PRÉSIDENT du Front du changement (FC), Abdelmadjid Menasra, a appelé hier à Batna à l'instauration d'un "nouveau modèle" de relations entre gouvernants et gouvernés pour "construire ensemble" l'Algérie dont avaient rêvé les chouhad. Le président du FC qui animait un meeting à l'occasion du 4ème anniversaire de la fondation de son parti, a plaidé pour une "culture du dialogue" entre tous les Algériens. "La logique des contestations et des conflits doit céder la place à une logique de dialogue et de construction d'un Etat prospère qui profiterait à tous les Algériens", a souligné M. Menasra devant une assistance nombreuse constituée de militants et de sympathisants de sa formation politique. Déclinant les grands axes du programme du FC, M. Menasra a notamment fait part de la détermination de son parti à "rester fidèle aux martyrs de la Révolution qui ont sacrifié leur vie pour que les Algériens vivent libres, indépendants et dans la dignité". Et d'ajouter que le Front du changement "milite pour construire un Etat de droit consacrant la justice, l'égalité des chances et l'équité entre les Algériens sans exception", et "œuvre au redressement et à la rectification des erreurs commises au détriment des préoccupations légitimes des citoyens et de l'avenir des générations futures". Par ailleurs, après avoir souligné que le chômage et l'émigration clandestine étaient aujourd'hui un "phénomène inquiétant" qui "altère l'image du pays", le président du Front du changement a appelé à "moraliser" la scène politique nationale et à "éviter la diffamation et l'atteinte aux symboles de l'Etat". Il s'est déclaré, en conclusion, "confiant quant à l'avenir de son parti qui œuvre actuellement au renforcement de ses rangs en y intégrant de jeunes militants capables de défendre ses positions politiques et de servir l'intérêt général". **Riadh N.**

grand malheur des ménages, notamment les consommateurs qui trouvent des difficultés à remplir leurs paniers. Les citoyens rencontrés sur les lieux affichent un certain mécontentement, cela est dû bien sûr aux prix que proposent les commerçants. Cette hausse qui a commencé depuis le début de cette année nuit aux petites bourses, qui trouvent beaucoup de difficulté à joindre les deux bouts pour satisfaire leurs dépenses les plus élémentaires. «Ce n'est plus possible cette hausse qui dure depuis un moment», s'écrie un client. Une dame rencontrée au marché Clauzel nous confie avec mépris : «mon mari est le seul à travailler à la maison, je trouve du mal à nourrir ma famille nombreuse quand les légumes atteignent de

tels prix. Jamais nous n'avions rencontré autant de difficultés pour joindre les deux bouts, c'est trop», affirme cette mère de famille. «On n'arrive plus à répondre à nos besoins, les légumes sont inabornables», a déploré un père de famille au même marché à Alger. Marchands de fruits et légumes, détaillants ou grossistes, commerçants, agriculteurs, chacun défend sa position à sa manière, afin de convaincre les citoyens de la justesse des prix. Sidérée des tarifs exorbitants, une vieille dame nous dit : «il est impossible de remplir mon caddy, c'est trop cher, regardez les fruits ils sont inabornables, et chacun rejette la faute sur l'autre et le citoyen se retrouve coincé entre ces mensonges». Plusieurs acheteurs sont en colère mais se

disent impuissants face à cette hausse et finissent malgré leur désaccord par acheter de quoi passer une journée ou deux. En effet, au marché Clauzel, à titre d'exemple, la laitue a atteint les 140 DA le kilo. Le prix des navets utilisés dans les plats traditionnels ne descend pas du seuil des 80 DA. La courgette étant affichée à 60 DA au marché Clauzel il y a quelque temps, elle est à pas moins de 85 DA depuis la semaine dernière. La tomate est affichée de 90 DA à 115 DA le kg. La pomme de terre aussi est touchée par cette hausse, atteignant les 65 DA alors qu'il y a un mois elle était cédée de 50 jusqu'à 35 DA. Les haricots verts sont à 200 DA et les carottes à 75 DA. Les oignons ont aussi enregistré une hausse remarquable ; en effet,

ils sont depuis un moment proposés à 70 DA. Les fruits sont également touchés par cette hausse. La pomme vaut 150 DA le kilo, alors que son prix était de 110 DA, il y a une semaine. Les bananes qui étaient proposées à 200 DA il y a quelque jours et dont tout le monde se plaint de ce prix, aujourd'hui elle est affichée à plus de 250 DA le kilo et même à 270 DA chez certains commerçants. Les fraises de troisième choix s'affichent à 160 DA mais celle du premier choix d'importation est proposée entre 250 DA et 350 DA. L'orange, un fruit de saison, est proposée de 130 DA à 160 DA, selon sa qualité. Cette situation malheureuse semble vouloir s'inscrire dans la durée et risque de faire réagir la majorité des citoyens. **T. K.**

En l'absence d'une prise en charge de l'Etat

Des malades mentaux livrés à eux-mêmes

De plus en plus de personnes atteintes de troubles mentaux errent dans les rues et ruelles au vu et vu des autorités. Certains d'entre eux s'en prennent parfois aux passants sans que les pouvoirs publics ne daignent réagir. Nul n'est en sécurité !

Abandonnés à leur sort, par leurs familles, privés d'une prise en charge et délaissés, des malades mentaux errent dans les rues d'Alger. Cette situation n'est pas sans préjudice pour la population, car, la majorité d'entre eux sont agressifs. Les exemples sont légion. La scène se passe à la rue Didouche Mourad, Alger. Une jeune femme vient d'être giflée par un malade mental qui était à sa poursuite. Une semaine plus tard, une dame qui marchait à Meissonnier, a été victime de coups assés par un autre malade. Prise de panique et restée sous le choc, le malade continue son chemin. Malheureusement aucun policier n'était sur les lieux pour protéger les passants.

Une autre fille a été tabassée par un fou à Tafourah, au vu et au vu des passants. Ce malade lui a donné des coups de pied. Des exemples de ce genre, on peut en citer à profusion, tellement il ne se passe plus de jours sans qu'un fou ne fasse l'actualité. Pis, les passants qui étaient présents au moment

de l'agression n'ont même pas tenté d'intervenir pour maîtriser l'agresseur.

Ces fous on les rencontre partout : au niveau des tunnels, dans les ruelles, devant les magasins, dans les espaces mal entretenus et même dans les jardins. Il semble que ces endroits sont érigés et aménagés en repaires pour fous.

«Nous nous sommes habitués à eux. Il n'y a pas un endroit où on ne peut pas rencontrer ces personnes. Ça devient gênant pour les familles. De plus, ces personnes agressives se promènent nues et font leur besoin en plein air ! C'est dégoûtant !» s'exclame-t-elle. Ces personnes déséquilibrées ou qui présentent une psychose chronique se nourrissent des restes d'aliments tirés des poubelles. La plupart de ces personnes déséquilibrées sont des malades mentaux chroniques que les familles ne peuvent plus garder à la maison parce qu'elles sont dépassées et ne peuvent les prendre en charge. Et parfois ils n'ont plus de famille et c'est pour cette raison qu'ils se retrouvent souvent dehors. Dans cette situation, c'est normalement la société qui doit les prendre en charge parce qu'ils ne savent pas qu'ils sont malades. Les pouvoirs publics doivent aussi revoir leur politique de prise en charge de cette catégorie, surtout que les moyens

mis en œuvre pour leur traitement dans les quelques centres existants restent insuffisants actuellement. A ce jour, rien n'a été fait. Et le constat est le même : aucune structure viable digne de ce nom, n'est capable d'accueillir, et surtout de prendre en charge les malades mentaux dans notre pays. L'hôpital psychiatrique Drid-Hocine, sis à Hussein Dey et un autre à Chéraga, sont deux asiles psychiatriques pour toute la wilaya d'Alger et même de ses environs. Il faut souvent y faire un tour pour toucher du doigt la dure réalité. Le personnel soignant est débordé. Les spécialistes déplorent l'insuffisance criarde des structures d'accueil, des hôpitaux du jour, des centres de réadaptation au travail et le coût des traitements pharmacologiques très élevés.

Parfois, ces malades mentaux sont eux-mêmes des victimes. Surtout quand il s'agit d'une femme. A l'exemple de cette femme malade mentale qui a fait l'objet d'une agression suivie d'un viol.

Il est grand temps de prendre de nouvelles mesures de prise en charge de ces malades, pour les prémunir des agressions et surtout leur offrir un lieu sûr pour les soigner et tenter de leur donner une vie meilleure.

Louiza Ait Ramdane

Il tacle l'opposition et tente l'apaisement avec le FLN

Ouyahia en campagne pour le poste de SG du RND

■ Ahmed Ouyahia est décidé plus que jamais à redevenir officiellement le secrétaire général du Rassemblement national démocratique avec tous les enjeux que ce poste offre pour la prochaine étape, dont les présidentielles, même si l'échéance semble un peu loin.

Par Nacera Chennafi

Dans la perspective du congrès extraordinaire du Rassemblement national démocratique prévu pour les 5 et 7 mai prochain, le secrétaire général par intérim de cette formation politique entame sa campagne électorale en vue d'assurer son élection au poste de SG du RND. Pour l'instant, Ouyahia risque d'avoir un concurrent pour ce poste. Il s'agit de Belkacem Mellah, ex-directeur de la communication du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, et ex-secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse, qui ne cache pas ses ambitions pour rivaliser avec Ouyahia et éviter d'aller à l'option du plébiscite.

Dans ce contexte, Ahmed Ouyahia était ce vendredi à Mila avant de tenir un second meeting au niveau de la wilaya de Skikda.

Dans un discours prononcé devant les militants de son parti à Skikda, à l'occasion du 19^e anniversaire du parti, Ouyahia a tacle ceux qui s'attaquent au RND avec la fameuse qualification qui dit que ce parti est né avec les moustaches. A ce propos, le SG par intérim rappelle les sacrifices de son parti durant la décennie noire avec des martyrs à l'image du défunt Abdelhak Benhamouda.

Ouyahia s'est attaqué également à l'opposition sans la citer en la plaçant dans le contexte du printemps arabe : «Malgré la fin de l'épisode du printemps arabe, son virus demeure. Des gens veulent déstabiliser le pays».

A l'égard du FLN, le Sg par intérim du RND a souligné que «les gens qui ont exploité le vent



du printemps arabe veulent faire croire qu'il y a une guerre entre le FLN et le RND», affirmant que le vieux parti reste un allié stratégique et envoie même ses salutations aux militants du FLN et à Saadani. Ouyahia a été présenté comme futur Premier ministre après la révision constitutionnelle mais la Présidence a mis fin aux spéculations en affirmant que la démission du gouvernement n'est pas à l'ordre du jour. La direction du FLN s'était prononcée dans les médias contre une nomination d'Ouyahia au poste de Premier ministre.

Par ailleurs, Ouyahia a défendu les réalisations du Président Bouteflika et encore une fois la loi de finances 2016 qui n'a pas, selon lui, pour vocation de vendre le pays. A ce propos, il a rassuré sur l'article 66 qui, selon lui, permet de privatiser les entreprises publiques avec des garanties mais pas Sonatrach.

Vendredi soir devant les militants du RND à Mila, il a soutenu

que le prochain congrès extraordinaire du RND sera l'occasion d'unifier les rangs au sein du parti, de renforcer la cohésion de ses militants et d'ouvrir davantage les portes aux jeunes. Ouyahia expliquera que le congrès de la base militante aura à élire, par le biais de ses délégués, le nouveau secrétaire général du parti et les membres de sa direction nationale.

Ouyahia qui inaugure sa campagne électorale qui intervient à un mois du 19^e anniversaire de la création du parti, dira que «le RND a rassemblé des militants qui étaient en première ligne pour défendre l'Algérie contre le terrorisme».

Il a considéré que le premier défi de l'Algérie, qui a recouvré sa stabilité grâce à la politique de concorde et de réconciliation nationales, consiste aujourd'hui à préserver cet acquis dans un contexte marqué par les périls que représente la «ceinture de feu» qui entoure pays.

Le second défi, selon Ouyahia, est «économique» et se doit également d'être relevé car les «entrées du pays, du fait de l'effondrement des cours du pétrole, ont diminué ces deux dernières années de 80%». Enfin, il a appelé à la «mobilisation des citoyens» pour la défense de leur pays et la protection de ses intérêts suprêmes devant toute tentative pouvant les mettre en danger.

A l'issue de la dernière session du conseil national du parti, une commission nationale chargée de la préparation de ce congrès, présidée par le secrétaire général par intérim du parti a été installée. La commission est composée notamment des membres du secrétariat national du parti, des ministres militants du RND qui ne siègent pas au secrétariat national et des délégués des wilayas et des circonscriptions de la communauté nationale à l'étranger à raison de la moitié des représentants de la wilaya et de la circonscription au conseil national. La gestion par intérim des affaires du RND par Ouyahia a été marquée par des résultats satisfaisants, obtenus lors du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la nation où le parti est majoritaire avec 18 sénateurs et qui lui a permis d'assurer 43 sièges à la chambre haute du Parlement.

Ouyahia, qui occupe aussi le poste de ministre d'Etat, chef de cabinet de la Présidence depuis presque deux ans, assure l'intérim à la tête du RND depuis le retrait, en janvier 2015, du secrétaire général élu lors du congrès du parti en décembre 2013, Abdelkader Bensalah.

N. C.

Réunion du secrétariat de wilaya du RND à Béjaïa

Kamel Bouchouha exige l'ouverture des structures du parti à la société

Le secrétaire de wilaya du Rassemblement national démocratique (RND) de Béjaïa, Kamel Bouchouha, a estimé, lors de la réunion du secrétariat de wilaya tenue vendredi dernier, que «les structures du parti devraient s'ouvrir encore plus sur la société et la base militante doit donner ses appréciations sur les structures organiques du parti, de la cellule jusqu'à la direction nationale». «Des points qui s'inscrivent, dit-il, dans la nouvelle dynamique enclenchée au sein du parti et en prévision du prochain congrès extraordinaire». Selon lui, la base est sollicitée pour s'exprimer aussi sur la formation politique, la communication du parti et la nécessité de

créer un organe national de réflexion qui pourrait être dénommé «comité stratégique», situé au dessous du conseil national. Il serait chargé de formuler, d'enrichir et d'adapter en permanence le programme politique, économique, social, culturel et autres du Rassemblement, et contribuerait également à vulgariser ce programme auprès des militants. Ceci en plus de «l'évaluation de l'apport de nos élus nationaux et locaux au fonctionnement et à l'image du Rassemblement, la place des jeunes et de la femme dans les domaines politique, de la sécurité, de la décentralisation et de la lutte contre les grands fléaux», a-t-il souligné dans un communi-

qué de presse qui nous a été transmis. Les membres du secrétariat de wilaya se sont mis d'accord après un débat sur «la nécessité de dépasser les querelles intestines et se tourner vers l'avenir du parti nécessitant une mobilisation de tous vers l'unité des rangs». Au cours de cette rencontre, il a été décidé de célébrer le 19^e anniversaire de la création du parti, remettre la lettre destinée aux militantes et aux militants à cette occasion et demander aux secrétaires communaux de rassembler les militants au niveau de chaque commune pour célébrer cet important événement, expliciter le contenu du questionnaire aux militants, militantes et sympathi-

sants du parti et recueillir leurs avis dans le cadre de la préparation de la tenue du congrès extraordinaire du parti. Les secrétaires communaux ont été invités hier, lors d'une réunion, à consulter les militants et sympathisants et transmettre leurs rapports au plus tard le 27 du mois en cours, lors d'un conseil de wilaya élargi. La rencontre a été l'occasion aussi de faire lecture de la décision N°77/216 du 11 du mois courant désignant Kamel Bouchouha au poste de secrétaire de wilaya du RND à Béjaïa, lecture de la résolution organique et de la résolution politique de la cinquième session du conseil national tenue les 28 et 29 janvier derniers et faire une

LA QUESTION DU JOUR

La guerre américaine

suite de la page Une

En Syrie et en Irak, c'est la stratégie du rouleau compresseur qui a été mise en œuvre par la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis dès le début, avant qu'elle ne soit renforcée par l'intervention russe en Syrie. C'est à elle que l'on doit le fait que Daech a perdu du terrain dans les deux pays, et qu'il y soit désormais sur la défensive. Encore sait-on que les attaques aériennes, aussi nombreuses qu'elles soient, ne suffisent pas elles seules à écraser Daech, qu'on ne peut faire à cet effet l'économie d'une intervention au sol, à hauteur d'homme celle-là. Ce qui d'ailleurs se fait déjà tant en Syrie qu'en Irak, mais par les forces armées des deux pays. Si Daech recule dans son lieu de naissance, en revanche il avance en Libye. Et plus il reculera au Machrek, plus il avancera au Maghreb. C'est un phénomène de vases communicants qui préside à cette logique ; mieux encore, quelque chose comme un transvasement. Obligé de battre en retraite dans son lieu d'origine, Daech se rattrape en Libye, où du fait de l'agression franco-britannique il n'y a plus d'Etat. Au rythme où vont les événements, bientôt ce ne sera pas en milliers qu'il faut mesurer ses forces mais en dizaine de milliers. L'attaque de Sebrata signe-t-il le début de l'intervention en Libye, ou au contraire le refus américain de s'y associer ? A l'annonce de la nouvelle, le premier réflexe c'est de croire que c'était parti, que l'intervention en vue de réparer les dégâts occasionnés par la première avait commencé. Mais il a suffi d'entendre les Américains mettre l'accent sur la précision de leur attaque, et nommer sa véritable cible, pour comprendre qu'il n'en est rien. Si au lieu de se trouver à Sebrata, Nouredine Chouchane avait été localisé ailleurs, en Tunisie, ou peut-être même en Algérie, il y a des chances pour que l'attaque ait eu quand même lieu. Si les Américains préfèrent les attaques ciblées, chirurgicales, c'est parce que ce sont les chefs terroristes qui représentent le plus grand danger pour leur propre sécurité. Ce qu'ils ont à craindre au premier chef ce sont les donneurs d'ordre, ce n'est pas la piétaille des exécutants. Ce sont les premiers qui sont capables de planifier des attaques contre leurs intérêts. A leurs yeux, moins il y a de Chouchane, moins il y a de risques d'attentats contre eux.

M. H.

analyse, commenter et expliciter le contenu du questionnaire destiné aux militants, militantes et sympathisants du parti en vue de recueillir leurs avis dans le cadre de la préparation du congrès extraordinaire du parti.

Hocine Cherfa

Traitement des enfants en Algérie

Meslem affirme qu'il n'existe pas de mesures discriminatoires

■ La ministre de la Solidarité nationale, de la Femme et de la Condition de la famille, Mounia Meslem, a affirmé qu'«il n'existe pas de mesures discriminatoires» dans le traitement des enfants en Algérie.

Par Dalila C.

Intervenant lors d'une rencontre consacrée à la présentation des résultats d'une enquête sur la situation des enfants migrants ou issus de la migration subsaharienne en Algérie, M^{me} Meslem a affirmé qu'«il n'existe pas chez nous de mesures discriminatoires dans le traitement des enfants, qu'ils soient algériens ou étrangers».

Elle a rappelé, à cette occasion, les lois adoptées par l'Algérie permettant «à tous ceux qui se trouvent sur le sol algérien de bénéficier convenablement et dignement des prestations nécessaires».

Pour ce qui est des mesures prises en faveur de l'enfance en Algérie, la ministre a rappelé notamment la scolarisation gratuite et obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans avec l'opportunité d'accéder à la formation professionnelle (à partir de cet âge) pour tout enfant ne pouvant pas poursuivre son cursus scolaire. Elle a estimé que la gratuité de l'enseignement constituait

«le noyau» de la politique sociale adoptée par l'Algérie, outre les programmes de vaccination, les campagnes de sensibilisation, les établissements de santé spécialisés de proximité ainsi que les infrastructures culturelles, sportives et de loisirs.

M^{me} Meslem a souligné par ailleurs que l'Algérie, à travers ses institutions, ses mécanismes, ses responsables et son peuple, «a toujours réservé le meilleur accueil aux autres et tendu la main à tous ceux, en quête de stabilité et de quiétude, sont venus demander son aide».

La ministre a saisi l'occasion de cette rencontre consacrée à la situation des enfants migrants, dans le cadre de la Journée maghrébine de l'enfant, pour «s'adresser aux peuples, aux gouvernements et à la société civile du Maghreb pour qu'ils œuvrent en faveur de l'intégration des enfants venus d'autres pays». Elle a également souligné la nécessité pour les hôtes de l'Algérie de se procurer des docu-

ments d'identité nécessaires afin de faciliter «l'intégration de leurs enfants et leur accès aux soins, à l'enseignement et aux loisirs». De son côté, Imène Benchaouche, chargée de plaidoyer et d'accès aux droits au sein de l'ONG «Médecins du Monde France», a présenté des résultats de l'enquête sur les conditions de vie des enfants migrants ou issus de la migration subsaharienne en Algérie notamment pour ce qui des soins, l'enseignement et les loisirs.

L'enquête avait été menée en septembre et octobre derniers en coordination avec l'Unicef et en partenariat avec le ministère de la Solidarité nationale, de la Femme et de la Condition de la famille.

M^{me} Benchaouche a rappelé, dans ce sens, que cette enquête qui a été menée à Alger, Oran, Annaba et Tamarasset, avait concerné 266 familles et 361 enfants migrants.

L'enquête a montré également que 74% de ces enfants ont moins de 5 ans et que 86% d'entre eux



ont bénéficié d'examen médicaux et de soins dans le hôpitaux et les établissements de santé de proximité. Par ailleurs, 91% de ces enfants ont bénéficié de vaccina-

tion, 79% possèdent un carnet de santé et 32% sont scolarisés dans des établissements scolaires en Algérie, révèle encore l'enquête.

D. C.

Formation professionnelle Trois nouvelles spécialités programmées pour la session de février

TROIS NOUVELLES spécialités seront introduites lors de la nouvelle rentrée professionnelle, session février 2016, avec pour objectif l'ouverture d'opportunités d'emplois aux stagiaires, a-t-on appris auprès du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Il s'agit de la formation en géologie minière, en traitement des matériaux et en efficacité énergétique et automatisme industriel, selon un document du ministère dont l'APS a obtenu une copie. Dans le même contexte, le secteur opte pour renforcer également les offres de formation dans les métiers liés aux domaines des énergies renouvelables, du bâtiment et travaux publics (BTP), de l'hôtellerie et tourisme, ainsi que de la mécanique et l'art graphique. Par ailleurs, le document révèle qu'«environ 100 000 stagiaires se sont déjà inscrits pour cette nouvelle session qui débutera le 28 février, au moment où la tutelle table sur 265 500 postes de formation». Le ministère prévoit également l'ouverture, lors de cette session, de 11 centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) et de 5 nouveaux instituts nationaux de formation et d'enseignement professionnels. Il est également prévu l'ouverture de 168 147 postes de formation, 98 000 postes d'apprentissage et 7 500 postes de formation à distance.

R. N.

Selon des experts

L'apiculture peut créer 10 000 emplois par an au niveau national

L'apiculture peut créer annuellement 10 000 emplois et générer un revenu de 3 milliards DA uniquement en exploitant les produits dérivés du miel, selon des études présentées par des experts à l'université de Béjaïa à l'occasion d'un séminaire national consacré à cette filière apicole.

«Il y a un potentiel insoupçonné, capable de contribuer à la création de 10 000 emplois par an, pour peu que les méthodes et normes de l'apiculture modernes soient respectées», a indiqué, à ce titre, le D^r Abdelmadjid Bouchouareb, médecin spécialiste et chercheur en apithérapie. Il a, à cet effet, mis en relief, les effets thérapeutiques des produits de la ruche, dont la combinaison avec les enjeux économiques, ont placé la filière à un ordre d'importance stratégique. La plupart des intervenants ont longuement plaidé pour augmenter la contribution de la filière au développement agricole, en géné-

ral, et rural en particulier, estimant que ses potentialités actuelles sont sous-exploitées, et ses rendements modestes. «Alors que sous d'autres latitudes les ruches produisent 15 kilos de miel chacune, en Algérie on est encore à se satisfaire de cinq à sept kilos par unité», se désole un participant qui ne manquera pas de faire cas de la production de la gelée royale ou de la propolis, collectés dans des proportions tout aussi modeste. «Il va falloir revoir la copie et redonner à la filière ses lettres de noblesse», insistera-t-il, rappelant que «partout dans le monde, il y a un retour aux produits naturels, dont le miel et que dans cette perspective, l'Algérie, qui a déjà beaucoup investi par le truchement des fonds d'aide à l'apiculture, en finançant un lot de 30 ruches par apiculteur ainsi que les équipements correspondants, peut gagner son pari». A l'évidence, pour y parvenir d'aucuns ont rebondi sur le chapitre «forma-

tion», qui reste le maillon fort à promouvoir, car désormais, estiment-ils, la filière exige des connaissances fines dans ses différentes activités et des méthodes améliorées de conduite des ruches, qui «ne peuvent s'accommoder ni des pratiques traditionnelles, ni de tâtonnement autrement elle (filière) disparaîtrait à la vitesse des abeilles». Rebondissant sur les enjeux, le D^r Bouchouareb, traitant du volet thérapeutique du miel, a affirmé que «la gelée royale augmente l'immunité», indiquant qu'«on a déjà fait des ovules à base de propolis et de miel qui ont donné de bons résultats».

On va encore l'expérimenter». Il a ajouté que des tests similaires ont été faits sur d'autres malades, soumis à un traitement à base de miel et de pollen et qui ont donné des résultats tout aussi palpables. «On s'est rendu compte que la taille du cancer de la prostate diminue grâce à ce traitement naturel», s'est-il félicité. B.M.

El-Kseur/ Béjaïa

Pose de la première pierre pour la réalisation d'une pépinière d'entreprises

Une pépinière d'entreprises, dénommée également «incubateur» sera réalisée dans zone industrielle de la commune d'El-Kseur. Le chef de l'exécutif a procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation de cette entité publique d'appui, d'accueil, d'accompagnement et de soutien aux promoteurs de projets, lors d'une sortie effectuée à l'occasion de la célébration de la journée nationale du martyr. Elle a été mise en place par le ministère de la PME. «L'assistance apportée aux promoteurs consiste essentiellement à héberger les porteurs de projets et offrir des bureaux ou locaux à durée déterminée, un mobilier bureautique et matériel informatique, documentation, moyens de communication et de reprographie, réseau Internet, fax, téléphone, photocopieurs et

tirage», explique la cellule de communication de la wilaya. «Elle accompagnera les promoteurs dans toutes les démarches auprès des institutions financières, des fonds d'aide et de soutien de wilaya, communes et autres organismes en rapport avec leurs projets», ajoute la même source. Elle offrira des conseils personnalisés sur le plan financier, juridique, fiscal, commercial et technique ; organisera toute forme d'animation, d'assistance, de formation spécifique et de suivi des porteurs de projets jusqu'à maturation et création de leurs entreprises. Pour rappel, lors la sortie plusieurs édifices publics, quartiers et rues ont été baptisés. C'est le cas de l'Insp de Sidi-Aïch qui porte désormais le nom de l'historien et philosophe Mohand-Cherif Sahli. La baptismation a eu

lieu jeudi dernier lors d'une sortie effectuée par le wali dans plusieurs communes, à l'occasion de la journée nationale du martyr qui coïncide avec le 18 février de chaque année. Ce dernier était accompagné par le président de l'APW, des élus et les membres des organisations des moudjahidines et chouhada. Une réception a été organisée au niveau de l'Insp et un hommage a été rendu aux révolutionnaires de la région ainsi qu'aux veuves des martyrs. Des quartiers et cités ont été également baptisés dans cette commune. A Sidi Ayad, le wali a procédé à la baptismation de la polyclinique au nom des «frères martyrs Choucha», la Maison de jeunes au nom des «frères Ayadi» et la piscine porte désormais le nom des «frères Hamami». A Tinebder, le wali a

inauguré la Place des Martyrs et a baptisé le stade communal au nom de Abane Lahecene, la Maison de jeunes au nom de Mohand-Saïd Tinouche et le centre de formation professionnelle au nom de Abdeladhim Athmane. Par ailleurs, trois nouveaux bureaux de poste ont été inaugurés dans la commune de Béjaïa, à la cité Sidi-Ali-Lebhar ainsi qu'à Tala-Ouariane et à la cité 152 logements à Ihadadden. Il s'agit des locaux appartenant à l'OPGI, récupérés et réaffectés sur décision du wali. «Les stades de proximité réalisés au niveau des cités de Sidi-Ahmed et Ihadadden ont été gazonnés, une opération qui sera généralisée pour toutes les aires de jeu à travers toutes les communes. Les chefs de daïra ont été saisis pour cela», soutient-on.

Hocine Cherfa

Commerce extérieur-bilan

Un déficit de plus de 1,8 milliard de dollars en janvier

■ Le déficit commercial de l'Algérie s'est établi à 1,875 milliard de dollars (md usd) durant le mois de janvier 2016, contre un déficit de 1,857 md de dollars sur le même mois de 2015, soit une hausse de 0,97% sur un an, a appris l'APS auprès des Douanes algériennes.

Par Kailali Adem El Hadi

Les exportations ont nettement baissé pour s'établir à 1,931 md usd en janvier dernier, contre 2,576 mds usd en janvier 2015, en recul de 25,04%, précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis). Les importations se sont également réduites en se chiffrant à 3,806 mds usd contre 4,433 mds usd une année auparavant, en baisse de 14,4%, précise la même source. Le taux de couverture des importations par les exportations a été de 51% en janvier 2016 contre 58% en janvier 2015, en baisse de 7 points. Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger avec une part de 94,92% du volume global des exportations,

soit 1,833 md usd en janvier 2016 contre 2,403 mds usd en janvier 2015. Les recettes des exportations des hydrocarbures ont, ainsi, enregistré une baisse de 23,72% entre les deux périodes de comparaison, du fait notamment de la chute des cours mondiaux de pétrole. Même les exportations hors hydrocarbures, qui ont représenté seulement 5,08% du montant global des exportations, ont diminué en atteignant 98 millions usd contre 173 millions usd en janvier 2015, en chute de 43% annuellement. Les exportations hors hydrocarbures sont composées des demi-produits (73 millions usd en janvier 2016 contre 144 millions usd en janvier 2015), des biens alimentaires (17 millions usd contre 21 millions usd), des produits bruts (4 millions usd contre 6 millions

usd), des biens d'équipement industriels (3 millions usd contre 1 million usd) et des biens de consommation non alimentaires (1 million usd, même montant en janvier 2015). Pour ce qui est des importations, la baisse est générale notamment pour le groupe «produits alimentaires»: les achats des biens d'équipement ont reculé à 1,376 md usd en janvier dernier contre 1,55 md usd en janvier 2015 (-11,17%), les biens destinés à l'outil de production à 1,199 md usd contre 1,259 md usd (-4,77%), les biens alimentaires à 629 millions usd contre 937 millions usd (-32,87%) et les biens de consommation non alimentaires à 602 millions usd contre 688 millions usd (-12,5%).

L'Italie premier client, la Chine premier fournisseur

Concernant les principaux partenaires commerciaux, les cinq premiers clients de l'Algérie, en janvier 2016, ont été l'Italie avec 406 millions usd (21,03% des exportations globales algériennes en janvier), la France avec 386 mil-



Ph./D.R.

lions usd (20%), l'Espagne avec 210 millions usd (10,88%), les Pays-Bas avec 179 millions usd (9,27%) et le Canada avec 150 millions usd (7,77%). Quant aux principaux fournisseurs de l'Algérie, la Chine est encore venue en tête avec 756 millions usd (19,86% des importations globales algériennes en janvier), suivie de la France avec 468 millions usd (12,3%), l'Italie avec 393 millions usd (10,33%), l'Espagne avec 264 millions usd (6,94%) et l'Allemagne avec 214 millions usd (5,62%).

Concernant le mode de financement, des importations de 2,146 mds usd ont été payées par cash (56,38% des importations globales), soit un recul de 14,54% des règlements par cash par rapport à janvier 2015. Les lignes de crédit ont, par ailleurs, financé les importations à hauteur de 39,33% pour un montant de 1,497 md usd, alors que le reste des importations a été réalisé par le recours à d'autres moyens de paiement.

K. A. E. H./APS

Le prix du pétrole toujours en baisse

L'offre surabondante inquiète les Européens

Les cours du pétrole baissent fortement en fin d'échanges européens, annulant la quasi-totalité de leurs gains depuis deux jours, dans un marché s'inquiétant à nouveau de la surabondance persistante d'offre. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 33,05 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en repli de 1,23 dollar par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en mars lâchait 1,20 dollar à 29,57 dollars. Les cours du Brent et du WTI, qui avaient amorcé en début de semaine un net rebond, portés par l'espoir de voir le gel de production annoncé mardi par l'Arabie saoudite et la Russie réduire les excédents pesant sur le marché, ont essuyé une nouvelle douche froide jeudi après la publication des chiffres hebdomadaires sur les stocks américains de brut. Ainsi, une nouvelle hausse des stocks américains hebdomadaires de brut a ravivé les craintes d'une offre surabondante lors des deux dernières séances d'échanges, relevaient les analystes. L'annonce mercredi par le département de l'Energie (DoE) d'une nouvelle hausse hebdomadaire des stocks américains de brut, qui ont atteint un niveau sans précédent depuis plus de 85 ans, a en

effet porté un coup d'arrêt au rebond des cours du brut. Ce dernier avait été nourri depuis le début de semaine par un accord de gel du niveau de la production entre plusieurs grands producteurs de pétrole, dont l'Arabie saoudite, chef de file de l'Opep, et la Russie, qui ne fait pas partie de cette organisation. Mais si la situation apparaît à première vue meilleure sur les marchés de l'énergie les deux derniers jours, l'accord a été «discrédité» alors qu'à la fois les ministres de la Russie et de l'Arabie saoudite ont dit ensuite qu'ils ne prévoient pas de réduction de production, soulignent les analystes. Ils considèrent qu'il était aisé pour la plupart des membres de l'Opep ainsi que pour la Russie de proposer un gel de leur production à ses niveaux de janvier, où elle a atteint des volumes records. Aussi tous les yeux sont-ils tournés vers le seul membre de l'organisation encore susceptible d'augmenter sa production cette année, à savoir l'Iran, fraîchement débarrassé des sanctions occidentales qui pesaient depuis 2012 sur ses exportations d'or noir. Selon eux, il est très difficile d'imaginer que l'Iran va accepter de geler sa production et ses exportations à leurs niveaux de janvier, alors même qu'il vient de faire son grand retour sur le marché pétrolier. Aussi, d'après ces spécialistes, les

discussions sur un gel du niveau de la production cherchent davantage à éviter un effondrement des prix à court terme que de forcer ces derniers à remonter, une perspective peu probable en l'absence de réductions de production. Aussi le marché va prendre connaissance avec intérêt du décompte hebdomadaire des puits de pétrole en activité aux Etats-Unis, établi par le groupe de services pétroliers Baker Hughes, dont la chute persistante laisse espérer à certains observateurs une franche baisse de la production américaine.

Natixis prévoit une remontée du prix du baril à 38 dollars en fin 2016

Pour sa part, la banque internationale de financement, de gestion, d'assurance et de services financiers Natixis prévoit une remontée du prix du baril, à la fin de l'année 2016, à 38 dollars. Selon une nouvelle publication de la banque sur «Le pétrole à prix cassé- saison 2», les experts de Natixis indiquent que les cours du pétrole «semblent avoir atteint un plancher, et s'attendent à une remontée vers les 38 dollars le baril en fin d'année». Cette étude, qui regroupe les points de vue des

recherches économiques, actions et crédit sur les impacts positifs et négatifs de la baisse du cours du pétrole, a souligné que, contrairement à ce qui s'était passé en 2015, la baisse des cours du pétrole en 2016 sera «globalement défavorable» pour l'économie mondiale. Devant cette situation, explique Natixis, les pays exportateurs de pétrole réduisent leurs investissements en actifs financiers et se remettent à épargner, alors que les pays importateurs de pétrole, principalement le G7 et l'Asie émergente, consomment moins qu'avant le revenu supplémentaire qu'ils tirent de la baisse des cours. Pour ce deuxième acteur bancaire en France, la chute violente des cours «devrait entraîner une nette hausse du taux de défaut des sociétés dans le secteur de l'énergie, fortement représenté sur le marché du crédit aux Etats-Unis». Par ailleurs, les impacts du scénario de pétrole «à prix cassé» sont pénalisants, estime Natixis, pour le secteur pétrolier, les banques, les matériaux de construction et les supports services, alors que d'un autre côté, certains secteurs «bénéficient globalement des cours bas, notamment le BTP, les concessions, les compagnies aériennes, l'agroalimentaire, le tourisme, et l'automobile».

Hadi F.

Marché de l'automobile

Les ventes explosent en Chine

Les ventes de véhicules en Chine, premier marché automobile mondial, ont poursuivi leur net rebond en janvier, pour le troisième mois consécutif, après une année 2015 morose, a indiqué une fédération professionnelle locale. Un total de 2,5 millions de véhicules ont été écoulés dans le pays le mois dernier, a annoncé l'Association chinoise des constructeurs automobiles (CAAM), soit une hausse de 7,7% sur un an. Il est courant de voir les ventes automobiles gonfler avant

les vacances du Nouvel An lunaire, intervenues cette année début février. Mais la forte augmentation de janvier s'inscrit également à la suite des envolées enregistrées les deux mois précédents: en décembre, un total de 2,79 millions de véhicules avaient été vendus en Chine (+15,4% sur un an). Ce sursaut a été encouragé par des mesures des autorités pour redynamiser le marché, en particulier une réduction de moitié de la taxe sur les achats de petites voitures individuelles, entrée en vigueur au

1^{er} octobre et destinée à perdurer cette année. Les autorités n'ont ainsi pas ménagé leur peine pour stimuler l'activité automobile, un secteur industriel toujours crucial dans la deuxième économie mondiale. Malgré le sursaut de fin d'année, 2015 a dans l'ensemble marqué un brutal ralentissement avec des ventes de 24,60 millions de véhicules, soit une hausse de 4,7% seulement sur un an, très loin derrière le bond de presque 14% enregistré en 2013 et de la progression de quasiment 7% en

2014. Les seules ventes de voitures individuelles ont un peu mieux résisté, grimant de 7,3% l'an dernier, à quelque 21 millions d'unités. Pour l'association des constructeurs chinois, l'inquiétant refroidissement du marché s'explique notamment par le durcissement des restrictions sur les immatriculations dans plusieurs métropoles, où les autorités se montrent soucieuses de contenir pollution et engorgements de circulation.

R.T.

FMI Lagarde reconduite pour un deuxième mandat

L'ACTUELLE directrice générale du FMI, M^{me} Christine Lagarde, a été reconduite vendredi soir pour un deuxième mandat de cinq ans à la tête de cette institution financière internationale. «Le Conseil d'administration du FMI a sélectionné aujourd'hui Christine Lagarde pour servir comme directrice générale pour un mandat de cinq ans à partir du 5 juillet 2016», a indiqué le FMI dans un communiqué diffusé vendredi à Washington, en précisant que la reconduction de M^{me} Lagarde a été prise «sur une décision consensuelle». «En prenant cette décision, le Conseil a salué le leadership de M^{me} Lagarde au cours de son premier mandat», caractérisé par les turbulences économiques mondiales, a ajouté le FMI dans son communiqué, soulignant son rôle dans l'augmentation des capacités de financement du Fonds. Première femme à diriger le FMI, Christine Lagarde avait succédé en 2011 à Dominique Strauss-Kahn. Durant son premier mandat, la Directrice générale du FMI et ancienne ministre des Finances du gouvernement du président Nicolas Sarkozy, avait subi une vague de critiques pour sa gestion de la crise de la dette grecque. Mais, l'actuelle dirigeante de cette institution financière internationale peut se prévaloir de l'adoption, durant son premier mandat, d'une réforme historique sur les quotes-parts qui a renforcé le poids des pays émergents au sein du FMI. Christine Lagarde entamera son deuxième mandat qui sera sans doute dominé par les inquiétudes sur le ralentissement de la croissance mondiale, notamment, dans les pays émergents. Sa reconduction entérine une règle tacite en vertu de laquelle un Européen dirige le FMI, alors que les Etats-Unis se réservent la présidence du groupe de la Banque mondiale.

R.T.

Bouira

Près de 700 foyers raccordés au réseau de gaz naturel

■ Près de 700 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel dans les communes de Bouira et Haizer, a-t-on constaté.

Par Salim L.

Quelque 449 foyers des villages Guentour, Haouch Thika, Thighilt N'Etlouguith relevant de la commune de Haizer, ont été raccordés au réseau de gaz naturel, dans le cadre du plan quinquennal 2010-2014, a indiqué la chargée de la communication à la Société de distribution de la Sonelgaz de Bouira (SDC), Ouidad Benyoucef, en marge d'une visite d'inspection des autorités locales.

Le projet a été réalisé sur un linéaire de 26 km pour une enveloppe financière de plus de 46 millions DA, dont les travaux de réalisation ont été lancés en juillet 2014 et ont été parachés à la mi-décembre 2015, soit un délai de réalisation de 17 mois.

Dans les localités de Draâ Lakhmis et Tadjnant relevant de la commune de Bouira, 220



foyers ont été également raccordés au réseau de gaz naturel pour un montant de près de 30 millions DA.

Le wali de Bouira, Nacer Maskri, accompagné des responsables des différents secteurs, s'est également rendu aux communes d'El-Mokrani et de Souk Lakhmis, situées à l'extrême ouest du chef-lieu de la

wilaya, pour inspecter des projets de raccordement de plusieurs dizaines de foyers au réseau de gaz naturel.

A cette occasion, M. Maskri a donné des instructions aux entreprises réalisatrices pour qu'elles accélèrent la cadence des travaux en vue de réceptionner ces projets dans les meilleurs délais.

«Le taux de couverture en gaz naturel dans la wilaya de Bouira dépasse actuellement 65% et il devra atteindre les 70%, lorsque l'opération de raccordement de 9 000 foyers, au cours de l'année 2016, aura été achevée», selon la direction locale de l'Energie.

S. L./APS

Laghouat

Création d'une commission chargée de récupérer les terres agricoles non exploitées

Une commission chargée de l'identification et du suivi des terres agricoles non exploitées a été mise en place dans la wilaya de Laghouat, en vue de leur récupération et exploitation, a-t-on appris du président de l'Assemblée populaire de la wilaya (P-APW).

Composée de représentants des différents secteurs concernés, cette commission se veut un instrument de relance des activités agricoles et d'accompagnement des investisseurs dans le domaine, a précisé Houari Mihoub, en marge des travaux de la première session ordinaire de

l'Assemblée au titre de l'année 2016. Cette instance s'emploie à trouver les solutions appropriées aux contraintes rencontrées, à l'instar de la situation des terres agricoles dites «Arch» (communautaire), et ayant entravé l'exécution d'une série d'opérations de développement et d'investissement, a expliqué l'élu en signalant l'existence de parcelles octroyées depuis les années 1990 et qui sont restées depuis inexploitées, contraignant donc à leur restitution et réaffectation à des fins d'investissement. Selon le responsable, 29 périmètres agricoles, d'une superficie globale

de 5 860 hectares, ont été délimités pour recevoir des investissements, dont une partie destinée aux jeunes promoteurs et le reste, dont les superficies dépassent les 10 hectares, iront aux grands projets d'investissement.

La direction des services agricoles (DSA) a, de son côté, fait état de l'élaboration, au titre des dispositions portant reconversion de la propriété des terres agricoles du droit de jouissance permanent en droit de concession, de 1 760 actes en plus de 1 500 titres remis à leurs bénéficiaires.

Fateh B.

Aïn Témouchent

Le réseau Algérie Télécom modernisé à 80%

Le réseau d'Algérie Télécom a été modernisé à 80% dans la wilaya d'Aïn Témouchent, a-t-on appris du chargé de communication de cette entreprise.

Cette performance a été rendue possible grâce à la mise en place de nouveaux équipements pour la téléphonie et l'Internet, a indiqué Diffalah Benamar, soulignant que le parc téléphonique a atteint 98 134 lignes au 31 décembre 2015, dont des lignes de nouvelle génération MSAN.

Dans ce cadre, 83 équipements MSAN (nœuds d'accès multiservices) d'une capacité de 12 482 nouvelles lignes de téléphonie et d'Internet ont été mis en service, à ce jour, au profit des différentes communes de la wilaya d'Aïn Témouchent, dont 25 durant l'année 2015, dans le cadre de la modernisation et du développement du réseau. La responsable a indiqué que le nombre de clients d'Algérie Télécom dans cette wilaya a atteint 44 356 au servi-

ce téléphonique et 22 137 clients au service Internet sur un équipement ADSL en fin 2015.

Concernant l'Internet, il a fait savoir que cinq stations avec réseau Internet à haut débit par ondes radio (sans fil) ont été également mises en service durant l'année 2015.

Ces équipements peuvent atteindre 100 mégabits/seconde, avec une portée théorique de plus de 2,5 kilomètres, a précisé le chargé de communication d'AT, ajoutant qu'ils ont été

installés et mis en service au niveau des chefs-lieux des communes d'El Amria, Sidi Ben Adda, Bouhmidi, Béni Saf, Sidi Boumediene et Oued Sabah.

Par ailleurs, trois nouvelles stations 4G ont été mises en service en janvier 2016 au profit des communes de Ouled Boudjemâa, Terbane, Oulhaça, Hassi El Ghella et El Maleh.

Dans ce cadre, 2 924 clients ont été raccordés à ce jour, a-t-on encore signalé.

Hani A./Agences

Dispositif du microcrédit Plus de 2 000 microprojets financés en 2015 à Adrar

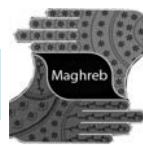
AU MOINS 2 043 dossiers de création de microprojets ont été financés durant l'année 2015 à travers la wilaya d'Adrar, par le biais du dispositif de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (Angem), a-t-on appris auprès de l'antenne locale de cet organisme. Ces dossiers concernent le financement de l'acquisition de matières premières pour 1 968 projets, en majorité de femmes au foyer, en plus de 75 autres projets d'investissements dans des secteurs divers, a précisé le directeur de l'antenne locale de l'Angem, Mehdi Meslem. Les microprojets montés par le biais de ce dispositif et entrés en phase d'activité ont généré pas moins de 3 069 emplois à travers différentes régions de la wilaya, a-t-il précisé en signalant qu'ils ont concerné notamment les créneaux de l'agriculture, l'industrie légère, l'artisanat traditionnel, le bâtiment et les services. Des journées d'information ont été organisées en direction des jeunes promoteurs sur les conditions d'éligibilité au microcrédit et les modalités de montage et de gestion de microprojets, selon le même responsable. Un salon de wilaya de la micro-activité a été également mis sur pied et a rassemblé une soixantaine de bénéficiaires du dispositif de l'Angem, outre des sessions de formation dans le domaine au profit de quelque 870 bénéficiaires issus de différentes communes de la wilaya.

M.H.

M'sila Accroissement notable des quantités de laine transformée

LA QUANTITÉ de laine transformée à M'sila est passée de 2 500 quintaux en 2010 à plus de 7 000 quintaux durant la saison 2015-2016 où la production totale de laine a atteint les 25 000 quintaux, a-t-on appris, mardi, auprès de la chambre régionale de l'artisanat et des métiers. La laine transformée est essentielle destinée aux activités de filage fournissant les fils nécessaires à divers produits tissés artisanalement comme les tapis, les couvertures, les burnous et les kachabia (ou djellabas), selon la même source. L'augmentation du volume de laine tissée s'explique par l'augmentation de la demande sur les produits artisanaux, notamment la kachabia, dont le prix moyen estimé à 5 000 dinars reste plus abordable que le produit tissé à partir de poils de dromadaire cédé à plus de 60 000 dinars, a-t-on affirmé à la chambre régionale de l'artisanat et des métiers. La direction du tourisme œuvre à encourager la production de laine qui représente une matière première pour le tissage de multiples produits artisanaux qui contribuent à la valorisation de la vocation touristique du Hodna, ont souligné les responsables de cette structure. Faute de transformation locale, la laine de M'sila était dirigée, il y a quelques années seulement, vers les marchés de certains pays voisins dont la Tunisie, a-t-on indiqué.

R.R.



Raid américain contre des djihadistes de l'EI en Libye

Le gouvernement informé à l'avance de la frappe militaire, selon le Pentagone

■ Le Département américain de la Défense a affirmé que le gouvernement libyen a été informé à l'avance de la frappe militaire américaine contre un camp d'entraînement de Daech près de Sabratha.

Par Hatem B.

S'exprimant lors d'une conférence de presse, le porte-parole du Pentagone, Peter Cook, a déclaré que le raid aérien a été mené «conformément au droit national et international, et des représentants du gouvernement libyen ont été informés de l'attaque à l'avance». Selon lui, «la frappe a été autorisée par le président Barack Obama, sur la base des recommandations qui lui ont été transmises par le secrétaire à la Défense, Ashton Carter». La frappe menée vendredi par l'aviation américaine a visé un camp d'entraînement près de Sabratha dans lequel activait Noureddine Chouchane, alias «Sabir», un ressortissant tunisien, considéré comme le principal facilitateur du groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech) en Libye. Le porte-parole du

Pentagone a précisé que ce camp d'entraînement, dans lequel se déroulait une formation, «a fait objet de surveillance pendant plusieurs semaines de la part des forces américaines», relevant qu'«une soixantaine d'éléments entre chefs et stagiaires» s'y trouvaient. Il a affirmé qu'ils avaient pris action contre Sabir et le camp d'entraînement après avoir confirmé que lui et les terroristes de Daech «projetaient de mener des attaques contre les Etats-Unis et contre d'autres intérêts occidentaux dans la région». A ce stade, le Pentagone considère que Sabir aurait été tué dans ce raid même si le nombre de terroristes éliminés reste à déterminer, selon Cook qui a ajouté qu'un nombre important des éléments de Daech se trouvaient dans le camp pendant l'attaque. Le porte-parole a avancé l'existence d'autres camps d'entraînement de Daech en Libye

que le Pentagone est en train de surveiller de près, indiquant que l'armée américaine allait agir au «moment opportun» pour arrêter l'expansion de cette organisation terroriste en Libye. Il a expliqué que la frappe de vendredi en Libye était destinée à «empêcher les éléments de l'Etat Islamique de trouver refuge en Libye pendant qu'ils sont traqués en Irak et en Syrie». «Le raid aérien est compatible avec le plan de campagne des Etats-Unis pour contrer Daech et prévenir son expansion territoriale», a-t-il dit. Le raid opéré vendredi par l'armée américaine a fait 41 morts, selon le New York Times.

Les raids peuvent «anéantir» les efforts pour la formation d'un gouvernement d'union

L'envoyé spécial des Nations unies en Libye, Martin Kobler, a exprimé sa conviction que «le moment n'est pas indiqué pour mener des raids aériens par la communauté internationale contre l'organisation terroriste autoproclamée Etat islamique (EI, Daech) en Libye». Dans un entretien accordé mercredi dernier à l'agence de presse allemande



Ph : DR

DPA, M. Kobler a émis des craintes par rapport aux raids aériens contre Daech, qui peuvent, a-t-il dit, «anéantir les efforts déployés pour la formation du gouvernement d'union nationale» dans le pays. «Ce qui est important, c'est de ne pas mettre la charrue avant les bœufs, en d'autres termes, entamer des raids aériens à un moment sensible», a estimé M. Kobler, soulignant que «pour combattre Daech, il ne suffit pas seulement de lancer des bombes». L'envoyé spécial des Nations unies a indiqué que «la pression militaire internationale intense sur

Daech en Syrie et en Irak va pousser davantage de combattants étrangers à se diriger vers la Libye». Il a souligné qu'«entre 70 et 80% des combattants des milices présentes actuellement en Libye» étaient des étrangers et que «95% du peuple libyen veulent l'exécution de l'accord politique». Le vote par le Parlement reconnu internationalement d'un nouveau gouvernement d'union nationale, prévu par un accord inter-libyen conclu le 17 décembre 2015 sous l'égide de l'ONU, interviendra mardi prochain, après plusieurs reports.

H. B./ APS

Maroc

Le royaume renonce à organiser le 27^e Sommet arabe

Sur Instructions du roi Mohammed VI, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Salaheddine Mezouar, a informé le secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, Nabil Al Arabi, de la décision du Royaume du Maroc de céder son droit d'organiser une session ordinaire du Sommet arabe. Cette décision a été prise conformément aux dispositions de la Charte de la Ligue des Etats arabe et sur la base des consultations entreprises avec plusieurs Etats arabes frères, et ce, suite à une réflexion consciente, responsable et engagée en faveur de l'efficacité de l'action arabe commune et la nécessité de préserver sa crédibilité, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération. Au regard des défis auxquels fait face le monde arabe aujourd'hui, le Sommet arabe ne peut être une fin en soi ou devenir une simple réunion de circonstance. Les conditions objectives pour garantir le succès d'un sommet arabe, à même de

prendre des décisions à la hauteur de la situation et des aspirations des peuples arabes, ne sont pas réunies, souligne le communiqué. Face à l'absence de décisions importantes et d'initiatives concrètes, à même d'être soumises aux chefs d'Etat arabes, ce sommet ne sera qu'une occasion d'adopter des résolutions ordinaires et de prononcer des discours qui ne feront que donner une fausse impression d'unité et de solidarité entre les Etats du monde arabe, ajoute le communiqué. Le monde arabe traverse, certes, une période difficile. L'heure de la vérité a sonné. Les leaders des pays arabes ne peuvent se contenter, une nouvelle fois, d'un simple diagnostic amer de la situation de divergences et de divisions que vit le monde arabe, sans fournir des réponses collectives décisives et fermes susceptibles de faire face à cette situation, que ce soit en Irak, au Yémen ou en Syrie, où les crises se compliquent davantage à cause des nombreuses manœuvres et des

agendas régionaux et internationaux, note le communiqué. De même, les leaders des pays arabes ne peuvent rester les bras croisés face aux problèmes économiques et sociaux de leurs peuples, ou se contenter de voir en spectateurs les drames que vit le citoyen arabe. Le Maroc ne veut pas que ce sommet se tienne sur son sol sans apporter, pour autant, une valeur ajoutée dans le sillage de la défense de la première cause des arabes et des musulmans, à savoir la question palestinienne et Al Qods Acharif, alors que la colonisation israélienne et les violations se poursuivent sur les territoires palestiniens occupés, où le nombre de morts et de prisonniers palestiniens ne cesse d'augmenter, poursuit le communiqué. Le Royaume du Maroc, à l'instar de tous les pays arabes frères, aspire à la tenue d'un Sommet de l'éveil arabe pour renouveler l'action arabe commune et solidaire comme étant la seule voie susceptible de redonner espoir aux peuples arabes. C'est ce qui ins-

pire la contribution constructive et le rôle reconnu du Maroc dans le soutien du processus politique en Libye, qui a donné lieu à l'Accord historique de Skhirate et à la formation d'un gouvernement d'union nationale dans ce pays maghrébin frère. L'appropriation collective et l'édification commune de l'avenir des pays arabes constituent les meilleurs gages de la stabilité et un rempart face à la recrudescence des tensions régionales, à la montée des tentatives à l'extrémisme, la violence et le terrorisme, qui sapent les fondements de l'Etat moderne et attentent à nos valeurs ancestrales, ajoute le communiqué. Le Maroc poursuivra son action constante au service des questions arabes justes et contre les divisions confessionnelles qui alimentent le repli et l'extrémisme et pour promouvoir le rôle de la Ligue des Etats arabes en tant que catalyseur des grands projets sociétaux, conclut le communiqué.

Kamel D./Agences

Conflit en Sahara occidental

Les Etats-Unis maintiennent leur soutien au droit à l'autodétermination

Les Etats-Unis ont réitéré leur attachement au règlement du conflit au Sahara occidental dans le cadre des efforts de l'ONU sur la base d'une solution permettant le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, a indiqué l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Alger dans un communiqué rendu public à l'occasion de la visite d'une délégation de responsables américains dans les camps de réfugiés sahraouis à Tindouf. «Les Etats-Unis maintiennent leur ferme soutien au processus de négociation mené par l'ONU, qui vise à parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui per-

mette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental», a notamment précisé le communiqué. Conduite par l'Ambassadrice Joan A. Polaschik, la délégation de responsables américains a pour objectif, à travers cette visite, d'évaluer la mise en œuvre de l'aide humanitaire des Etats-Unis aux réfugiés sahraouis et en apprendre davantage sur les défis auxquels ils sont confrontés», a ajouté la même source.

La délégation compte, à la faveur de la même visite, «rencontrer des représentants de l'Organisation des Nations unies (ONU) et discuter avec les réfugiés sahraouis – en particulier les

femmes et les jeunes – pour mieux comprendre la situation humanitaire dans les camps», a également indiqué la représentation diplomatique américaine. Les Etats-Unis sont un contributeur majeur de l'aide humanitaire, a-t-on souligné dans le texte, rappelant que «depuis octobre 2013, les Etats-Unis ont contribué avec plus de 23 millions de dollars pour aider les réfugiés sahraouis, dont plus de 4 millions de dollars pour soutenir des activités de maintien de la vie et les efforts de reconstruction à la suite des inondations qui ont touché les camps de réfugiés sahraouis le 15 octobre 2015».

Récemment, le Département d'Etat avait rejeté une mesure du Congrès à propos de l'utilisation au Sahara occidental d'une aide financière controversée, destinée au Maroc. L'enveloppe financière en question concerne une aide accordée au Maroc au titre du budget fédéral américain de 2016 et dont les fonds peuvent être utilisés au Sahara occidental occupé. Le caucus sahraoui au congrès avait précisé à ce propos que ce rejet vient suite à une correspondance qu'il avait envoyée au State Département pour contester cette disposition du budget fédéral américain car son application revient à reconnaître

indirectement les revendications fallacieuses des territoires sahraouis par le Maroc. Le Département d'Etat a rassuré à cet effet les amis du Sahara occidental au Congrès de sa position constante concernant le dossier sahraoui qui est favorable à une solution juste et durable permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination conformément aux résolutions des Nations unies. Il a également réaffirmé, à ce titre, son soutien aux efforts de médiation menés par Christopher Ross pour le règlement de ce conflit opposant le Maroc et le Front Polisario.

R.M.



«Brexit»

Accord avec l'UE en main, Cameron part convaincre les Britanniques

■ David Cameron, fort de l'accord obtenu à Bruxelles avec ses 27 homologues européens sur les réformes qu'il réclamait, repart à Londres dans l'espoir de convaincre les Britanniques de rester dans l'Union, lors d'un référendum qui se tiendra le 23 juin prochain.

Par Ali O.

Avec ce compromis en main, arraché au terme d'une deuxième soirée de sommet, le Premier ministre britannique va désormais plaider pour le maintien du Royaume-Uni dans l'UE. «Je pense que cela suffit pour recommander que le Royaume-Uni reste dans l'UE», a-t-il déclaré vendredi soir, évoquant «un moment historique» pour son pays. L'accord, adopté après un premier échange de vues jeudi soir et une journée d'intenses tractations vendredi, «renforce le statut spécial de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne», a dit le président du Conseil européen, Donald Tusk. Mais cela sans «déroger aux règles» européennes, a souligné François Hollande. «Il n'y a pas de révision prévue des traités et de droit de veto du Royaume-Uni sur la zone euro, ce qui pour la France était très important», a ajouté le président français. Il s'agissait d'une «ligne rouge» à ne pas franchir pour la France, mais aussi la Belgique ou le Luxembourg. «Il n'y aura pas de veto et le texte (de l'accord) le dit très clairement», a insis-

té le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. «C'est un compromis équitable, qui ne nous a pas été facile sur chaque problème», a souligné la chancelière allemande Angela Merkel, en estimant que les partenaires de M. Cameron n'avaient «pas fait trop de concessions». Le Chef du gouvernement italien, Matteo Renzi, s'est contenté d'un commentaire désenchanté, jugeant nécessaire de parler de l'avenir de l'Europe et pas seulement de la place qu'y prennent les Britanniques «parce qu'il y a un risque qu'on perde de vue le rêve européen originel». «Accord. Soutien unanime pour un nouveau pacte pour #UKinEU», à savoir le Royaume-Uni dans l'Union européenne : le tweet de Donald Tusk est tombé vers 22h30, mettant fin à deux journées de haute tension dramatisée, peut-être surjouée. C'est «la fin du feuilleton», relevait, avec une pointe d'ironie, la présidente lituanienne Dalia Grybauskaitė, également sur le réseau social. Les dirigeants des 28, réunis à Bruxelles depuis jeudi, venaient tout juste de se retrouver autour d'une même table avec en mains un nouveau projet de compromis. Une proposition «très équi-



table et équilibrée», «proposant une solution à chaque problème», de l'avis d'un responsable européen. Depuis le 2 février, Donald Tusk d'un côté, David Cameron de l'autre, tentaient de convaincre tous les chefs d'État et de gouvernement de l'UE d'accepter les nouveaux termes de l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'Union, incluant des réformes sur la souveraineté ou l'immigration. Dans

l'après-midi vendredi, «un éventail de problèmes était encore en jeu», d'après un responsable britannique. La tension était parfois surjouée, entretenue par des dirigeants s'adressant au moins autant à leur opinion publique qu'à leurs pairs européens. «Je ne conclurai un accord que si nous obtenons ce dont la Grande-Bretagne a besoin», avait martelé David Cameron, qui a cultivé l'ima-

ge d'un dirigeant pugnace face à ses pairs. La Grèce avait aussi alimenté le suspense vendredi à la mi-journée en menaçant de bloquer un accord avec M. Cameron si ses partenaires européens venaient à fermer leurs frontières avant la date du prochain sommet UE-Turquie consacré à la crise migratoire, prévu début mars. L'arrivée de plus d'un million de migrants en Europe en 2015 a fait réagir certains pays d'Europe centrale qui ont imposé des restrictions sur leurs frontières, jugeant Athènes incapable de gérer le flot. La perspective d'une sortie du Royaume-Uni (un «Brexit») faisait d'autant plus trembler l'Union européenne, qu'elle est déjà ébranlée par cette crise migratoire sans précédent depuis 1945. Désormais David Cameron va devoir convaincre du bien-fondé de son compromis. La partie s'annonce délicate. Avec 53%, les Britanniques partisans d'une sortie de l'UE devançaient en janvier ceux d'un maintien (47%), selon un sondage de l'institut Survation. Reprenant les points négociés avec ses partenaires européens, M. Cameron s'est flatté vendredi soir d'avoir obtenu de nouvelles restrictions sur l'accès au système d'aides sociales pour les migrants intra-européens, un sujet qui irritait notamment les pays d'Europe centrale et de l'Est, dont de nombreux ressortissants vivent au Royaume-Uni. A. O.



Points chauds

Rejet

Par Fouzia Mahmoudi

S'il y a quelques années mêmes ceux qui étaient en désaccord avec lui au sein de la droite n'osaient élever la voix contre Nicolas Sarkozy, cela est en train de rapidement changer depuis quelques mois. Car après un retour triomphant à la tête de l'ex-UMP l'année dernière, l'ancien président accumule les erreurs et est surtout marginalisé par la popularité florissante d'Alain Juppé. Car si il y a un an, Sarkozy était loin devant ses adversaires dans les sondages concernant la primaire de la droite et du centre, ce n'est clairement plus le cas aujourd'hui. Mais le coup de grâce a été sa mise en examen la semaine dernière par la justice dans le cadre de l'enquête sur les comptes de sa campagne présidentielle de 2012. Une mise en examen qui tombe à pic pour ses adversaires et qui remet plus que jamais en question la légitimité de son ambition à vouloir se représenter à la présidentielle. Plus de trois quarts des Français estiment en effet que Nicolas Sarkozy constitue «plutôt un handicap» pour son propre camp, d'après un sondage publié vendredi. 77 % des Français pensent que l'ancien chef de l'État pèse négativement au sein des Républicains, un constat partagé par 6 sympathisants de droite sur 10. Chez les sympathisants LR, 51% pensent qu'il est un atout, contre 48% un handicap. Les sondés estiment ainsi que François Hollande aurait plus de chances de se qualifier au second tour face à Nicolas Sarkozy (52%) que face à Alain Juppé (46%). Mais les sondés ne sont pas seuls à désapprouver la candidature de Sarkozy car aujourd'hui les langues se délient au sein des Républicains et se font plus tranchantes. Bernard Debré, député Les Républicains, a ainsi demandé que Nicolas Sarkozy ne soit pas candidat à l'élection présidentielle. Le député de Paris demande «bien sûr» que l'ex-chef de l'État ne soit pas candidat en 2017. «Vous voyez un ancien président de la République se représenter contre le même candidat qui l'a battu, François Hollande, alors qu'il est mis en examen (...) ? J'aimerais qu'on ait un peu plus de politique saine et compréhensible», a-t-il affirmé, après avoir rappelé la jurisprudence d'Edouard Balladur, ancien Premier ministre, selon qui un ministre mis en examen devait démissionner. Selon Debré, Sarkozy devrait également céder sa place à la tête du parti de droite. «Nicolas Sarkozy ne devrait pas se présenter à l'élection présidentielle. Qu'il en tire les conclusions complètes. Qu'il s'en aille des Républicains ou alors qu'il nous dise : je ne suis pas candidat, mais je vais les organiser (les primaires de novembre) avec les uns ou les autres». «Mais enfin, qu'on arrête de nous imposer des investitures, le programme de Nicolas Sarkozy. Nous n'allons pas rejouer 2012, on va être la risée du monde entier. On le voit (dans les sondages), les Français le rejettent», a-t-il ajouté. Reste à savoir dans quelle mesure Sarkozy est, lui, conscient des obstacles qui se dressent entre lui et son rêve de reconquérir l'Élysée. Surtout s'il ira jusqu'à laisser les militants et sympathisants de droite et du centre lui barrer la route en choisissant lors des primaires un autre candidat pour le représenter ou s'il préfère éviter l'humiliation publique et se retirer de lui-même dès maintenant, dignement.

F. M.

Ouganda

Le président Museveni en passe d'être réélu

Le chef de l'État sortant, Yoweri Museveni, était en passe d'être réélu, les résultats partiels le plaçant hier largement en tête, avec plus de 61% des voix sur 83% des bureaux de vote dépouillés, devant son principal rival Kizza Besigye, placé sous surveillance policière. La réélection de M. Museveni, 71 ans dont 30 passés au pouvoir, à un cinquième mandat de cinq ans, devrait être officialisée prochainement. Avec 61,55% des voix, le président sortant devançait très nettement M. Besigye, qui recueillait 34,47% des suffrages exprimés, selon les résultats partiels publiés hier en fin de matinée par la Commission électorale.

L'opposition, qui accuse la Commission d'être partisane et de couvrir les fraudes commises par le régime, ne devrait pas reconnaître la victoire de M. Museveni.

La vraisemblable réélection de Yoweri Museveni était attendue. Les sondages lui prédisaient une victoire dès le premier tour, avec 51% des voix.

Il s'était à chaque fois imposé au premier tour lors des quatre élections pluralistes précédentes, avec 75% des voix en 1996, 69% en 2001, 59% en 2006 et 68% en 2011.

Arrivé au pouvoir en 1986 – après avoir pris Kampala à la tête de son Armée de résistance nationale (NRA) et renversé l'autocrate Milton Obote, M. Museveni est encore très populaire dans les campagnes et bénéficie de la puissance financière et de l'expérience électorale de son parti, le

Mouvement de résistance nationale (NRM).

Opposant historique et principal rival de M. Museveni, Kizza Besigye, 59 ans, jugeait que cette élection ne pouvait «pas être libre et équitable». Mais il estimait malgré tout être en mesure de l'emporter, quand bien même il avait été battu au premier tour lors des trois derniers scrutins.

L'Ouganda, pays enclavé d'Afrique de l'Est dont la population est estimée à 37 millions d'habitants, n'a jamais connu d'alternance politique pacifique depuis son indépendance en 1962.

Le premier tour de l'élection présidentielle et des législatives a été particulièrement chaotique à Kampala, réputée acquise à l'opposition: de nombreux bureaux ont ouvert jeudi avec plusieurs heures de retards, provoquant des heurts entre électeurs en colère et forces de l'ordre.

Ces retards ont été qualifiés d'«absolument inexcusables» par le chef de la mission d'observation du Commonwealth, l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo.

Si M. Museveni devrait donc être réélu, 19 de ses ministres, dont ceux de la Défense, Crispus Kiyonga, chargé de la médiation dans la crise au Burundi, et de la Justice, Fred Ruhindi, auraient perdu leur siège de député, selon les médias ougandais.

Arrêté vendredi en début d'après-midi dans les locaux de son parti, le Forum pour le changement démocratique (FDC), Kizza Besigye a suivi de chez lui l'annonce hier matin de ces résul-

tats partiels. Il avait été reconduit à sa maison de Kampala en fin de soirée, sans avoir été inculpé. «Besigye est chez lui», a indiqué à l'AFP un porte-parole de la police, Patrick Onyango. Une forte présence policière entourait sa maison et il n'était pas libre de ses mouvements.

«Nous le détiendrons jusqu'à ce que les résultats soient annoncés», a déclaré le chef de la police de la capitale, Andrew Felix Kaweesi, au quotidien d'État New Vision.

Le FDC a également affirmé sur son compte twitter que la police entourait ses locaux hier matin. La police avait arrêté M. Besigye car elle l'accusait de vouloir publier ses propres résultats électoraux, ce qui est interdit.

Cette arrestation avait provoqué quelques affrontements sporadiques vendredi après-midi entre forces de l'ordre lourdement armées, qui avaient utilisé grenades lacrymogènes et tirs, et partisans de l'opposition dans plusieurs quartiers de Kampala.

Le calme était revenu vendredi en milieu d'après-midi et aucun débordement n'était rapporté hier matin. «La situation sécuritaire est bonne», a assuré Patrick Onyango.

M. Besigye a déjà été arrêté trois fois cette semaine par la police, qui l'a à chaque fois laissé partir quelques heures plus tard. Il avait été interpellé lundi en tentant de faire campagne dans le centre de Kampala, puis jeudi alors qu'il se trouvait devant une maison où des membres du parti au pouvoir étaient selon lui en train de bourrer des urnes.



Constantine, capitale de la culture arabe

Les chants bédouins et l'art des planches émerveillent le public

■ La ville de Constantine renoue avec les cultures des 48 wilayas du pays. En effet, après le passage de plusieurs villes, c'est des artistes de Djelfa et de Mostaganem qui sont à découvrir. Les chants bédouins et l'art des planches ont été présentés au public dans le cadre des semaines culturelles de ces villes.

Des récitals poétiques et autres activités culturelles sont au programme des participants.

Par Abla Selles

Les chants bédouins rythmés d'Ouled Nail et l'art des planches dans la capitale algérienne du théâtre amateur ont donné le «la» aux semaines culturelles de Djelfa et de Mostaganem, à Constantine.

Les membres de la troupe Abderrahmane El-Naass de chant bedouin ont ravi l'assistance nombreuse qui avait pris place dans la salle de spectacles Ahmed-Bey et les «ayyay» langoureux des chanteurs à la voix puissante ont été chaleureusement applaudis.

Les «ambassadeurs» d'Ouled Nail, qui ont pesé de tout leur poids dans cette soirée à laquelle ont pris part les membres de la délégation palestinienne présents sur le Rocher dans le cadre de la semaine culturelle palestinienne

en Algérie, ont dévoilé des trésors de la culture djelfaouie.

Le poète Zouaoui Mabrouk et Mohamed Al Ouakal, à la sensibilité à fleur de peau, ont animé un récital poétique melhoun avec beaucoup de sincérité, reflétant la beauté des mots et des images poétiques et évoquant la vie, l'amour et les choses de la vie.

La troupe «Al Noudjour» a pris le relais pour gratifier le public d'un bouquet de chants naïls modernes avec les chanteurs Kamel Naili, Ferhat Lakhnache, Abdelkader Karfaoui et la chanteuse Naila qui ont subjugué avec une fresque musicale riche et variée qui a longtemps fait danser le public de la salle Ahmed-Bey.

Du côté du Dahra, les représentants de la ville de Mostaganem ont ensuite donné le ton avec la pièce théâtrale «Ichhad ya tarikh» (Histoire, sois



Ph. DK

témoin) produite par la maison de la culture Ould-Abderrahmane-Kaki.

Mise en scène par Abdallah Benseghir, l'œuvre est une fresque poétique, musicale et artistique évoquant les plus importantes étapes de la guerre de Libération et valorisant «des haltes clés» de l'histoire de la résistance algérienne pendant 132 ans.

La jeune Aya Baghdadi, accompagnée d'une chorale, a ébloui avec des passages musicaux glorifiant la lutte armée, sur des poèmes de Larbi Abdelkader mis en musique par Mohamed Amine.

Dans une ambiance conviviale, la magie mostaganemoise qui a rapidement opéré, s'est poursuivie, avec le mouchid Belalia Bendehiba qui, en compagnie de sa troupe musicale «Nour El Mustaphaé», a gratifié le public de chants religieux et soufis très appréciés.

Inscrite dans le cadre du programme d'activités de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», la semaine culturelle des wilayas de Djelfa et de Mostaganem se poursuivra jusqu'à dimanche prochain.

A.S.

Palais Aziza à Blida

Un monument historique en proie à la dégradation

Le Palais Aziza, un monument historique situé dans la commune de Beni Tamou (Blida), est en proie à une forte dégradation suite aux modifications subies dans sa structure originale de la part de familles qui le squattent depuis l'indépendance faute d'une volonté pour sa restitution en vue d'en faire un musée dédié aux générations futures.

Ce palais est d'une importance extrême car considéré comme l'unique monument historique de la wilaya, qui a résisté au séisme de 1825 qui avait détruit toutes les bâtisses de l'époque, à l'exception de ce monument édifié par les Turcs selon des normes parasismiques forts similaires à celles actuellement en vigueur, selon des spécialistes du domaine.

L'édification du Palais Aziza remonte à l'époque ottomane, précisément au début du 18^e siècle. Il a été construit par le Dey Mustapha Pacha pour sa fille unique, Aziza. Objet de convoitises, cette bâtisse fut

occupée, dès l'indépendance, par de nombreuses familles qui y ont élu domicile, avant de procéder à des modifications ayant défiguré la structure originale du palais, dont les murs et les toitures sont aujourd'hui menacées d'effondrement.

Aujourd'hui encore, il est aisé pour le visiteur de ce monument historique de constater de visu les profondes modifications subies par la structure de ce palais, s'étalant sur une surface de 560 m².

A titre d'exemple, un mur a été érigé au milieu du couloir du premier étage, ainsi que des escaliers dans la cour du palais, qui n'existaient nullement auparavant, ou encore la fermeture des portes en voute afin de séparer les familles y habitant, a-t-on constaté. L'énorme portail du palais (3,25m de hauteur sur 2,90 m de largeur) fait en bois de cèdre a, lui aussi, subi les aléas du temps, au même titre que ses fenêtres, ses larges murs en pierre et ses larges colonnes de soutène-

ment. Selon la chargée de la section locale de l'Office national de gestion et exploitation des biens culturels, Boudhraâ Rafika, la bâtisse avait été exploitée au début du colonialisme français, en tant qu'une prison centrale. Les détenus de cette prison étaient exploités, à l'époque, dans la réalisation de routes, de travaux hydrauliques et d'agriculture, a-t-elle expliqué.

Elle fut, ensuite, transformée en caserne militaire, au déclenchement de la guerre de Libération nationale, avant de devenir une résidence pour le parachutiste sanguinaire Lagarde, jusqu'en 1962, a-t-elle ajouté.

Aussi, son architecture est fort similaire à celle du palais Aziza de La Casbah d'Alger. Le palais servait de résidence de vacances pour la famille du Dey, qui y trouvait un espace naturel privilégié, entouré d'orangers et de bigaradiers, et disposant de toutes les commodités nécessaires pour la cour.

L.B.

Littérature

L'écrivain italien Umberto Eco est décédé

L'écrivain italien Umberto Eco, auteur du célèbre roman «Le nom de la rose» est décédé à l'âge de 84 ans, ont annoncé dans la nuit de vendredi à samedi plusieurs médias italiens.

Umberto Eco, qui souffrait d'un cancer depuis longtemps, est décédé vendredi vers 21h30 (20h30 GMT) à son domicile, indique sur son site internet le quotidien «La Repubblica» qui a contacté sa famille. Né à Alessandria (nord de l'Italie) le 5 janvier

1932, l'écrivain a étudié la philosophie à l'Université de Turin et consacré sa thèse au «problème esthétique chez Thomas d'Aquin».

Vers la cinquantaine, il signe une œuvre magistrale, son premier roman publié en 1980: «Le Nom de la rose» qui s'est vendu à plusieurs millions d'exemplaires et a été traduit en 43 langues.

Le roman a été adapté au cinéma en 1986 par le Français Jean-Jacques Annaud

avec Sean Connery dans le rôle du frère Guillaume de Baskerville, l'ex-inquisiteur chargé d'enquêter sur la mort suspecte d'un moine dans une abbaye du nord de l'Italie.

Il avait écrit d'autres essais et romans dont «Le Pendule de Foucault» (1988), «L'île du jour d'avant» (1994), «Baudolino» (2000), «La Mystérieuse Flamme de la reine Loana» (2004), «Le Cimetière de Prague» (2010) et «Numéro zéro» (2015).

F.H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Théâtre National Algérien
27 février :

L'Orchestre Symphonique National en représentation
Galerie Baya du Palais de la culture Moufdi-Zakaria

Jusqu'au 27 février :
Exposition collective d'arts plastiques «Diap Baya», avec les artistes Jaoudet Gassouma, Amel Benghezala, Smail Ouchen et Hammouche Nouredine.

Galerie d'Arts Asselah Hocine (Alger-Centre)
Jusqu'au 26 mars :

Exposition «Le maître et ses disciples» en hommage à Mostefa Ben Debbagh.

Galerie d'art Dar El Kenz
Jusqu'au 20 février :

Exposition des artistes Youcef Hafid, Mourad Belmekki, Ahmad Mebarki, Adlane Samet et Djamel Talbi, à l'occasion du 20^e anniversaire de la galerie. La galerie est ouverte du dimanche au jeudi de 8h30 à 17h30 et les vendredis et samedis de 11h à 17h30

Salle Ibn Khaldoun (Alger-Centre)

Vendredi 26 février à 16h :
Concert de Hamidou.

Galerie d'art Sirius (139, Bd Krim-Belkacem, Tlemly, Alger)

Jusqu'à la fin du mois de février :

Exposition de peinture «Sirocco» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

Aïda Gallery (villa 132, Hey El-Bina, Dely Ibrahim, Alger)
Jusqu'au 28 février :

Exposition collective par les artistes Zineb Boukhalifa-Messani, Samia Boumerdassi et Meriem Kezouit. Vernissage le 13 février à 15h, avec un récital de poésie de Samia Boumerdassi.

Galerie des ateliers Bouffée d'art

Jusqu'au 3 mars :
Exposition-vente collective par les artistes Hssicen Saâdi, Youcef Hafid, Mohamed Laraba, Djanet Dahel, Mimi El-Mokhfi et Sofiane Dey

Coup-franc direct

Raouraoua ou la fuite en avant

Par Mahfoud M.

Le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, a pris sa décision : plus de stade du 5-Juillet ni pour la sélection A ni pour l'EN olympique. Après que les fans eurent sifflé la sélection première et son coach, le Français Gourcuff, c'était au tour des hommes de Shurmân de faire les frais de ce public du stade olympique mais cette fois pour toute autre cause, celle de supporter la Palestine avec toute sa charge symbolique, ce qui avait déconcentré les jeunes Verts qui ne s'attendaient pas à... se faire siffler par leur propre public. Certes, Raouraoua a raison de s'inquiéter de cette situation, sachant que c'est l'équipe nationale qui en pâtit, mais a-t-il raison de priver tout le monde pour une erreur faite par des adolescents inconscients ? Il est clair que Raouraoua fait dans l'amalgame, car on ne sanctionne pas une grande frange de supporters juste parce qu'une partie d'entre eux a eu un comportement décevant. Il faudrait recadrer ces jeunes en procédant à une opération de sensibilisation leur expliquant que ce n'est pas de cette manière qu'on se comporte quand il s'agit d'une rencontre sportive, de surcroît la sélection nationale. Il faut dire que le patron de la FAF est maintenant habitué à procéder de la sorte et faire dans la fuite en avant avec cette décision extrême qui ne changera rien à la situation.

M. M.

FC Valence Feghouli négocie toujours

LE REPRÉSENTANT du milieu international algérien Sofiane Feghouli et la direction du FC Valence (Liga espagnole de football) ont repris les négociations pour tenter de trouver un accord relatif au prolongement du contrat du joueur, rapporte vendredi le site spécialisé Superdeporte. Feghouli, arrivé à Valence en 2010, souhaite prolonger son aventure avec les «Chauves-souris» pour «les quatre ou cinq prochaines années» ajoute la même source, soulignant que le joueur devrait être fixé sur son avenir prochainement. Un nouveau bail de cinq ans lui a été proposé en janvier dernier par la direction, assorti d'une revalorisation salariale mais rien n'a encore été signé entre les deux parties au moment où plusieurs clubs euro-

péens convoitent le joueur à l'image de Manchester United (Angleterre) l'Inter Milan (Italie) et Fenerbahçe (Turquie). Superdeporte a souligné que l'arrivée du nouveau directeur sportif du club Jésus Garcia Pitarch a «refroidi les négociations» en dépit des déclarations faites par ce dirigeant qui avait affirmé que le prolongement du contrat de Feghouli constituait «un objectif» pour lui. Le joueur âgé de 26 ans qui souffrait d'une fasciite plantaire (ndlr, une blessure au pied causée par un étirement ou une rupture du fascia plantaire) a retrouvé la compétition le 27 janvier dernier après deux mois d'absence. Feghouli détient jusque-là 13 apparitions en championnat dont 9 comme titulaire.

Handball/ 13^e Championnat méditerranéen U-19 (qualification) L'EN défaite par la Tunisie

LA SÉLECTION algérienne de handball des moins de 19 ans (U-19) s'est inclinée vendredi à Alexandrie (Egypte) face à son homologue tunisienne (26-17) en match de qualification du championnat méditerranéen de la catégorie. Il s'agit de la deuxième défaite du sept national face à la Tunisie après celle concédée au 1^{er} tour (27-15). La sélection algérienne n'a remporté qu'un seul succès lors du premier tour face à la Jordanie (21-11), avant de concéder quatre défaites face à l'Arabie saoudite (24-21), la Tunisie (27-15), l'Egypte (34-15) et la Turquie (24-13). Les trois vainqueurs des matchs de qualification ainsi que le meilleur perdant animeront les demi-finales de la compétition prévues vendredi. La 13^e édition du championnat méditerranéen des U-19 de handball, qui se déroule du 15 au 20 février à Alexandrie, enregistre la participation de six pays: l'Egypte (pays organisateur), l'Algérie, la Jordanie, l'Arabie saoudite, la Turquie et la Tunisie. Le 1^{er} tour s'est joué en poule unique et a vu la qualification des six équipes au deuxième tour. Lors du premier tour,

des matchs de qualification et des demi-finales, les matchs se jouent en 45 minutes (3x15 minutes). La finale, quant à elle, se jouera en 60 minutes (3x20 minutes).

Fédération algérienne des sports de boules (FASB) Adoption des bilans moral et financier 2015

LES MEMBRES de l'assemblée générale de la Fédération algérienne des sports de boules (FASB), réunis en session ordinaire vendredi à l'ENS/STS de Dély-Brahim (Alger), ont adopté à l'unanimité les bilans moral et financier de l'exercice 2015. Avant l'approbation des deux bilans, les membres présents dont le nombre était de 47 sur les 73 que compte l'AG, ont passé en revue surtout le rapport moral. Certains ont rémunéré plusieurs anomalies concernant notamment le mode de sélection des joueurs de l'équipe nationale. «Une sélection nationale ne peut en aucun cas se limiter à quatre athlètes (hommes) et autant en dames. Le mode actuel adopté par le bureau fédéral n'est pas fait pour élever le niveau des joueurs, donc il faut



Coupe d'Algérie (1/8^e de finale) L'US Tébessa surprend l'USMH

■ L'US Tébessa s'est qualifiée aux quarts de finale de la Coupe d'Algérie 2016 de football, suite à sa victoire (1-0) contre l'USM El Harrach en 8^e de finale disputés vendredi à Tébessa.



Les Harrachis ont déçu leurs fans

Par Mahfoud M.

Une qualification historique pour l'UST, sociétaire du Championnat Amateur Est, ayant sorti un ténor de la Ligue 1 Mobilis, l'USMH, grâce à un penalty de Douadi à la 20^e minute. Les Harrachis avaient réussi à trouver le chemin des filets sur coup franc à la 23^e minute, mais ce but égalisateur leur a été refusé pour une position de hors jeu. Le fait d'avoir été réduits à dix à la 31^e minute, suite à l'expulsion de Boucherit, n'a pas affecté outre mesure les Algérois, ayant continué à attaquer avec la même hargne. Les

camarades du capitaine Hamza Aït Ouamar ont réussi à se procurer un grand nombre d'occasions, mais sans parvenir à les concrétiser. C'est donc l'US Tébessa qui se qualifie en quarts de finale, où elle affrontera le vainqueur du match ASB Magnhia-HB Chelghoum Laïd. L'élimination de l'USMH a constitué une surprise et en même temps un choc pour les fans harrachis qui ne s'y attendaient pas, eux qui souhaitaient que leur équipe décroche ce trophée pour sauver leur saison, d'autant plus que cela fait longtemps que leur formation n'a pas gagné cette Coupe. D'ailleurs, on croit

savoir que des fans ont fait irruption dans le tunnel menant aux vestiaires pour tenter de sermonner certains joueurs, et on déplore l'agression de l'un d'eux sur Meziane, accusé d'avoir fait exprès de rater une occasion rêvée d'égaliser dans les derniers moments pour revenir dans le match et ensuite tenter de se qualifier. Dans l'autre 1/8^e de finale, l'ARB Ghriss (Inter-régions Centre-ouest) et le CRB Ain Fekroun (Ligue 2) se sont neutralisés (0-0) pendant le temps réglementaire. Après prolongations, l'ARB Ghriss l'emporte par 1 à 0.

M. M.

Ligue 1 Mobilis (21^e J/match avancé)

Le MOB souhaite le report du match face à l'USMA

La direction du MO Béjaïa a demandé le report de son match avancé à domicile face à l'USM Alger, prévu mardi prochain, dans le cadre de la 21^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, en raison de son engagement en Ligue des champions d'Afrique. «Le club a saisi la Ligue de football pour le report du match face à l'USMA, qui intervient cinq jours avant le match retour face aux Ghanéens de l'Ashanti Gold en ligue des champions que nous devons bien préparer. Nous

n'avons reçu pour le moment aucune réponse de la part de la LFP», a indiqué vendredi l'entraîneur de l'équipe, Abdelkader Amrani. Engagé en Ligue des champions d'Afrique, le MOB a disputé dimanche dernier en déplacement son match aller du tour préliminaire face à l'Ashanti Gold (défaite 1-0), au moment où les Crabes vont enchaîner samedi avec le rendez-vous face au NA Hussein Dey dans le cadre des 1/8^e de finale de la Coupe d'Algérie. «Les décideurs

devront prendre en considération notre demande, du moment que nous représentons le pays. Disputer trois matchs en espace d'une semaine est loin d'arranger nos affaires», a regretté Amrani à la Radio nationale. Le MOB a également formulé une demande pour le report de son match de coupe face au Nasria, qui aussitôt été rejetée par la commission de la Coupe d'Algérie présidée par Ali Malek.

Equipe nationale Benzia aurait déjà fait son choix

L'ATTAQUANT de Lille OSC (Ligue 1 française de football), Yassine Benzia, a indiqué vendredi que son choix entre porter les couleurs de la sélection algérienne ou française «était fait». «Si j'ai choisi l'équipe de France ou la sélection algérienne ? Vous allez bientôt le savoir, mais mon choix est fait», a-t-il déclaré dans des propos relayés par le compte Twitter du club nordiste. L'attaquant a été annoncé, en janvier dernier, par le président de la Fédération algérienne de football, Mohamed Raouraoua, comme un futur renfort de la sélection nationale, mais l'intéressé a réagi en précisant qu'il n'avait pas encore tranché sur son avenir international. Après un début de saison difficile avec le club nordiste, Benzia s'est libéré au

fil des matchs et a réussi, jusque-là, à inscrire cinq buts en championnat. Outre Benzia, le nom du milieu de terrain de Bordeaux (Ligue 1/France) Adam Ounas a également été cité par le président de la FAF, avant que le joueur ne sorte de sa réserve jeudi pour affirmer qu'il allait faire «dans une année» son choix entre l'Algérie et la France. «Pour l'instant, je n'ai pas fait de choix pour les A. J'attends une petite année parce que j'ai décidé d'abord de m'imposer dans mon club», a déclaré le joueur de la sélection française des moins de 19 ans dans des propos repris par RMC Info. Cette saison, Ounas a disputé 13 matches en Ligue 1 (3 buts), 3 en Coupes nationales (1 but) et 2 en Europa League.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

MDN

Un terroriste se rend aux forces de l'ANP à Tamanrasset

UN TERRORISTE s'est rendu vendredi aux forces de l'Armée nationale populaire (ANP) à Tamanrasset, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des forces de l'Armée nationale populaire, un terroriste s'est rendu, le 19 février 2016, au secteur opérationnel de Tamanrasset (6^e Région militaire), en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et d'une quantité de munitions», selon la même source. Par ailleurs, dans le cadre de la sécurisation des frontières et de lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire relevant du secteur opérationnel d'El Oued (4^e Région militaire), en coordina-

tion avec des éléments de la Sûreté nationale, «a appréhendé un individu en possession d'un fusil de chasse avec lunette et une quantité de munitions estimée à 350 cartouches à bord d'un véhicule tout-terrain». Au niveau du secteur opérationnel de Biskra, «un contrebandier a été arrêté et 6 283 bouteilles de différentes boissons chargées à bord d'un camion ont été saisies», ajoute-t-on. Par ailleurs, un détachement relevant du secteur opérationnel de Tamanrasset «a arrêté quatre contrebandiers et saisi neuf détecteurs de métaux», relève le MDN. D'autre part, «des éléments des gardes-frontières relevant du secteur opérationnel de Tlemcen (2^e RM) ont appréhendé treize immigrants clandestins», signale-t-on encore.

R.N.

Grippe saisonnière

7 cas de décès dans trois wilayas, la vaccination «toujours de rigueur»

SEPT cas de décès ont été enregistrés récemment à Djelfa, Bordj Bou-Arreridj et Tlemcen à cause de la grippe saisonnière, a-t-on appris hier auprès du ministère de la Santé, qui rappelle que la campagne de vaccination «est toujours de rigueur». «La qualification de la cause de ces décès reste liée toutefois aux résultats des analyses des laboratoires», a précisé un responsable du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière (MSPRH). Les cas de décès «sont survenus notamment chez des sujets âgés exposés aux risques de formes graves de la grippe saisonnière», a indiqué un communiqué du ministère. L'épidémie de grippe saisonnière «a atteint son pic» qui a coïncidé avec les mauvaises conditions météorologiques marquées par une baisse sensible de la température, favorable à une circulation plus accrue des virus grippaux sai-

sonniers, a expliqué le communiqué. Cette situation épidémiologique s'est traduite notamment par «la survenue de cas sévères de grippe saisonnière hospitalisés dans les différentes unités hospitalières mises en place, à cet effet, depuis le mois de novembre 2015», ajoute la même source. Le ministère rappelle, dans ce contexte, que la campagne de vaccination antigrippale 2015-2016 «est toujours de rigueur», jusqu'à la fin de la saison hivernale et qu'elle concerne tout particulièrement les personnes âgées de plus de 65 ans, les malades chroniques adultes et enfants et les femmes enceintes. Il confirme que ce vaccin est encore disponible dans les établissements publics de santé où il est administré gratuitement et rappelle également l'intérêt de respecter les mesures d'hygiène qui contribuent à limiter la propagation de l'épidémie.

Ahlem M.

Littérature

Décès de la romancière américaine Harper Lee

LA ROMANCIÈRE américaine Harper Lee est décédée à 89 ans, a annoncé la mairie de sa ville natale de l'Alabama (sud). «Effectivement, elle est morte», a affirmé une porte-parole de la mairie de Monroeville, où celle qui a reçu le prix Pulitzer en 1961 pour le roman «Ne tirez pas sur l'oiseau moqueur», a passé les dernières années de sa vie. Elle avait publié en juillet 2015 en anglais «Va et poste une sentinelle», la suite surprise de son célèbre best-seller sorti en 1960 et qui est resté sa seule œuvre pendant plus de cinq décennies. Ayant échappé rapidement au regard du public après son premier immense succès, Harper Lee vivait discrètement en maison de retraite à Monroeville et souffrait de déficiences visuelles et auditives. Monument de la littérature américaine, chronique sur la haine et les préjugés racistes, «Ne tirez pas sur l'oiseau moqueur» s'est vendu en anglais à quelque 30 millions d'exemplaires et a été traduit en 40 langues. Il a été adapté au cinéma par Robert Mulligan avec Gregory Peck dans le rôle du juge intègre Atticus Finch. L'autre roman «Va et poste une sentinelle» est arrivé en tête des ventes de livres aux Etats-Unis en 2015, selon les données de l'institut Nielsen, avec 1,599 million d'exemplaires papier écoulés.

R.N.

LES BRITANNIQUES VEULENT SE SÉPARER DE L'UNION EUROPÉENNE



Tizi Ouzou

Les urgences de chirurgie saccagées par des proches d'une malade décédée

■ Les locaux du service des urgences de chirurgie du CHU Nedir-Mohamed de Tizi-Ouzou ont été partiellement saccagés, hier, par des proches et habitants du village d'où est originaire une fillette de 11 ans qui venait de décéder après plusieurs semaines d'hospitalisation.

Par Hamid M.

En effet, à l'annonce du décès de leur fille C. Myassa, survenu au petit matin de ce samedi, des membres de sa famille, accompagnés de nombreux villageois de Ait Aissa Mimoune (14 km au nord-est de la ville de Tizi-

Ouzou), sont venus sur place pour s'en prendre au personnel, sans manquer de dégrader le mobilier des services des urgences de chirurgie où la fille était hospitalisée depuis 4 mois. Les protestataires ont même bloqué la circulation automobile sur la rue Lamali mitoyenne au CHU pour exprimer leur colère, tenant

pour responsables du décès l'établissement hospitalier pour ne pas l'avoir transférée vers l'étranger vu la gravité des brûlures de 3^e degré à l'origine de son hospitalisation.

Selon l'équipe médicale, la défunte a bénéficié d'«une bonne prise» et une source au CHU a indiqué que la fillette avait été transférée depuis le centre des grands brûlés pour enfants d'Alger où elle avait subi une greffe de la peau. Pour lui assurer un meilleur suivi, elle avait été admise au CHU pour recevoir les soins dans de meilleures conditions. Ce n'est qu'en début d'après-midi que les choses ont connu un retour à la normale.

H.M.

H. M.

Trois individus arrêtés pour vente de drogue

Dans le cadre de la lutte contre le trafic de stupéfiants, les éléments de la Brigade de recherche et investigation (BRI) relevant de la sûreté de wilaya de Tizi-Ouzou ont réussi à appréhender trois individus en possession d'une quantité de kif traité destiné à la vente et une arme blanche, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Selon les indications fournies par la même source, c'est suite à l'exploitation d'un renseignement recueilli sur le terrain, faisant état d'un trafic de stupéfiants au niveau de la Nouvelle-Ville de Tizi-Ouzou, que les policiers de la BRI ont mené une opération de contrôle dans ce secteur et qui a abouti à l'arrestation de trois individus sur lesquels une quantité de 155 grammes de kif traité a été saisie au début de la semaine courante. Présentés au parquet de Tizi-Ouzou, mercredi dernier, pour détention de stupéfiants à des

fins de commercialisation, complicité, port d'arme blanche prohibée et rébellion contre les forces de l'ordre dans l'exercice de leurs fonctions, les trois individus ont été mis en détention préventive.

Selon le patron d'Europol 3 000 à 5 000 terroristes de Daech se sont infiltrés en Europe

SELON Rob Wainwright, le danger terroriste en Europe est à un niveau sans équivalent depuis plus de dix ans. Le directeur d'Europol, Rob Wainwright, tire la sonnette d'alarme : dans une interview au journal allemand *Neue Osnabrucker Zeitung*, il estime que 3 000 à 5 000 terroristes entraînés par l'Etat islamique se sont infiltrés en Europe. Selon lui, «l'Europe fait face actuellement à la plus haute menace terroriste depuis plus de dix ans». «Nous pouvons nous attendre à ce que l'EI ou d'autres groupes terroristes religieux préparent une attaque quelque part en Europe, avec pour but de faire de nombreuses victimes parmi la population civile», alerte-t-il. Le nombre de terroristes infiltrés oblige les Etats européens «à faire face à de tous nouveaux challenges». Pour autant, il estime que rien ne permet d'affirmer que les terroristes se font systématiquement passer pour des réfugiés pour s'infiltrer en Europe.

A.O/Agences